



PAS D'ACCOMPAGNEMENT SANS PROFESSIONNEL·LE·S

L'état fossoyeur de l'action sociale en France avec la complicité des employeurs.

Si nous les salariés du social ne nous prenons pas en main, le médico-social et l'action sociale va se trouver dans le même état que la psychiatrie. Nous n'avons pas choisi ces métiers pour faire de l'abatage et du rendement. alors qu'il y a de plus en plus de précarité et de souffrance dans la population.

Ce gouvernement a encore prévu 40 milliards d'euro d'économie pour le secteur de la santé et de la cohésion sociale. Non à l'économie de guerre qui détruit les services publics et la sécurité sociale.

Nous travaillons dans conditions indécentes, sans moyens, avec la diminution des aides à proposer, sans place d'hébergement.

Se poursuivent les attaques contre la Sécurité Sociale, qui finance une partie de notre secteur, et qui constitue notre salaire différé. Le projet gouvernemental de TVA sociale (impôt le plus injuste qui soit) veut finir de la détruire.

Les employeurs ont quitté la table des négociations sur nos conventions collectives. Nous même devenons des précaires, sans avenir, sans sécurisation de nos métiers.

Alors que la protection de l'enfance meurt, que nos enfants sont laissés à l'abandon par l'institution, ce gouvernement inconséquent n'a qu'une vision sécuritaire et liberticide pour notre jeunesse.

RASSEMBLEMENT PREFECTURE HAUTE-SAVOIE 19 JUIN 2025 14H

Nos revendications sont claires :

- des financements publics garantis par l'État, à la hauteur des besoins, seuls acteurs d'égalité d'accès et de droits ;
- l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, l'abandon du projet de TVA sociale ;
- le retrait de la réforme des retraites ;
- un plan de financement d'urgence de tout le secteur pour maintenir les emplois, les services de jour comme de nuit, garantir la formation et l'embauche des personnels nécessaires ;
- la garantie de la prise en charge et l'accueil inconditionnel de tous les publics – arrêt des fermetures de services ou d'établissements ;
- l'augmentation immédiate et significative des salaires à hauteur de l'inflation et le versement et le maintien des 183 euros net pour tous ;
- le retrait du projet de réforme des diplômes de niveau 6 ;
- non à l'inclusion à tout prix ;
- non à la tarification à l'acte, retrait de la réforme SERAFIN-PH ;
- le maintien et l'amélioration de nos conventions collectives ;
- le respect du droit de grève, sans réquisition, ni service minimum.

Faisons entendre nos revendications et exigeons des changements c'est notre affaire à tous